

Turquie : nouvelle enquête de l'armée sur des accusations de complot

mercredi 28 octobre 2009, par [AFP](#)

L'armée turque a annoncé lundi qu'elle ouvrait une nouvelle enquête sur des accusations la visant et concernant un prétendu plan pour déstabiliser le gouvernement issu de la mouvance islamiste, une affaire relancée par un journal qui avait déjà avancé de telles accusations.

A l'issue d'une première enquête sur un prétendu complot au sein de l'armée visant à discréditer le gouvernement pour entraîner sa chute, le parquet militaire avait conclu que la copie d'un document en ce sens, publiée le 12 juin par le journal libéral Taraf, était un faux.

Cible du prétendu complot, le Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir), avait alors saisi la justice civile.

Le journal Taraf, qui critique régulièrement l'armée, est revenu sur cette affaire la semaine dernière en affirmant qu'un officier de l'état-major avait envoyé le document original du prétendu complot au parquet de la justice civile.

Dans un communiqué publié lundi sur son site internet, l'état-major de l'armée annonce l'ouverture d'une nouvelle enquête « minutieuse » du parquet militaire sur cette affaire, tout en s'étonnant pourquoi l'information sur l'existence d'un original du prétendu complot avait d'abord filtré dans la presse au lieu de suivre les voies normales des institutions de l'Etat.

Cela ne peut que provoquer de la méfiance entre différentes institutions de l'Etat et cela « viole indubitablement le principe d'un Etat de droit », souligne l'état-major.

A l'issue du premier épisode de cette affaire, le président turc Abdullah Gül avait appelé à l'« harmonie » dans les relations entre le gouvernement et l'armée. « Il est très important qu'il y ait harmonie et coordination entre les organes d'Etat et que tout le monde se concentre sur les priorités de la Turquie », avait-il déclaré le 29 juin.

Dénonçant une « campagne de dénigrement » des militaires, le chef de l'armée turque avait exigé que soit mis un terme à la polémique sur ce prétendu complot.

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, ses relations avec l'armée qui se considère comme garante de la laïcité, sont tumultueuses. Un procès est par ailleurs en cours sur une autre affaire, dite Ergenekon, un réseau accusé d'avoir cherché à créer des tensions dans la société turque pour favoriser un coup d'Etat militaire qui chasserait l'AKP du pouvoir.

Sources

Source : AFP, le 27.10.09